

# La revue financière

Publication du ministère des Finances

## Faits saillants des résultats financiers de février 2000

### Excédent budgétaire de 3,1 milliards de dollars en février 2000

Un excédent budgétaire de 3,1 milliards de dollars a été constaté en février 2000, ce qui représente une hausse de 2,5 milliards par rapport à l'excédent de 0,6 milliard enregistré en février 1999. Cette amélioration d'une année sur l'autre est principalement attribuable à la progression des recettes d'impôt des sociétés, en hausse de 2,8 milliards de dollars. Dans l'ensemble, les recettes budgétaires ont augmenté de 1,9 milliard, les dépenses de programmes ont baissé de 0,7 milliard, tandis que les frais de la dette publique ont grimpé de 0,1 milliard de dollars.

Les recettes d'impôt des sociétés ont totalisé 5,4 milliards de dollars en février 2000, soit plus du double du montant reçu en février 1999. Cette augmentation traduit surtout l'interaction des méthodes de versement pour les sociétés et la forte reprise de la croissance économique tout au long de 1999. Les sociétés sont tenues de verser des acomptes provisionnels mensuels fondés sur l'impôt qu'elles ont payé l'exercice précédent ou sur une estimation de l'impôt qu'elles devront payer pour l'exercice en cours. Elles ont 60 jours après la fin de leur exercice pour régler les montants en souffrance. Étant donné que l'exercice de la plupart des grandes sociétés de l'extérieur du secteur financier prend fin en décembre, une part importante des recettes d'impôt des sociétés est reçue en février

et en mars – variant de 25 à 40 % du total des recettes pour l'ensemble de l'exercice. Les acomptes provisionnels mensuels pour 1999 ont été largement fondés sur l'impôt à payer pour 1998. Cependant, selon Statistique Canada, les bénéfiques des sociétés ont augmenté d'environ 25 % en 1999, après avoir fléchi de 6 % en 1998. Les acomptes provisionnels mensuels pour 1999 ont donc été largement en deçà de l'impôt réel à payer pour l'ensemble de l'exercice, si bien que les paiements versés pendant la période des règlements ont été exceptionnellement élevés. En raison des méthodes de versement mensuel et de l'instabilité des bénéfiques des sociétés, il est extrêmement difficile d'estimer les recettes d'impôt des sociétés pour l'ensemble de l'exercice. S'appuyant sur les renseignements disponibles à ce moment-là, *Le plan budgétaire de 2000* prévoyait une forte croissance des recettes d'impôt des sociétés dans les derniers mois de l'exercice. Toutefois, les données qui ont été rendues publiques depuis le budget indiquent que la croissance économique tout au long de 1999 a été beaucoup plus forte que ne l'avaient prévu les économistes du secteur privé. Plus particulièrement, les bénéfiques des sociétés ont grimpé de 35 %, en taux annuel, au cours du quatrième trimestre, ce qui s'est traduit en février 2000 par des recettes d'impôt des sociétés beaucoup plus élevées que prévu. Les autres composantes des recettes sont demeurées à peu près inchangées.



# La revue financière

Tableau 1

## État sommaire des opérations

	février		d'avril à février	
	1999	2000	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
<b>Opérations budgétaires</b>				
Recettes	14 427	16 284	142 262	149 826
Dépenses de programmes	-10 442	-9 723	-94 239	-97 022
Solde de fonctionnement	3 985	6 561	48 023	52 804
Frais de la dette publique	-3 356	-3 481	-37 951	-37 856
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	629	3 080	10 072	14 948
<b>Opérations non budgétaires</b>	670	405	-559	-2 469
<b>Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)</b>	1 299	3 485	9 513	12 479
<b>Opérations de change</b>	1 814	-1 176	1 368	-7 584
<b>Solde financier net</b>	3 113	2 309	10 881	4 895
<b>Variation nette des emprunts</b>	2 154	-362	-14 222	-3 050
<b>Variation nette de l'encaisse</b>	5 267	1 947	-3 341	1 845

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

Pour ce qui est des autres composantes principales des recettes :

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont reculé de 0,5 milliard de dollars, ou 8 %, par rapport à février 1999. Comme il a été indiqué dans *La revue financière* du mois dernier, un recul était à prévoir, étant donné qu'une partie de l'importante augmentation d'une année sur l'autre était attribuable au moment où sont perçues les recettes entre janvier et février.
- Les rentrées de taxe sur les produits et services (TPS) ont chuté de 0,4 milliard de dollars, ou 20,7 %, alors que la croissance des remboursements a surpassé la progression des recettes brutes.

Le fléchissement des dépenses de programmes est surtout attribuable à l'inclusion dans les résultats de février 1999 de rajustements d'années antérieures apportés aux paiements de transfert aux autres administrations. Tel qu'il était indiqué dans *Le plan budgétaire de 1999*, le rajustement des données pour 1996-1997 et

1997-1998 a entraîné une importante révision à la hausse des droits à la péréquation s'élevant à 1,7 milliard de dollars. Cette révision a été incluse dans les résultats de février 1999.

### Données cumulées de l'exercice : excédent budgétaire de 14,9 milliards de dollars

D'avril 1999 à février 2000, l'excédent budgétaire a été évalué à 14,9 milliards de dollars, en hausse de 4,9 milliards par rapport à l'excédent enregistré à pareille date en 1998-1999. Tel qu'il était indiqué dans le budget de 2000, l'évolution économique et stratégique pour le reste de l'exercice devrait contribuer à réduire l'excédent enregistré à ce jour (voir le chapitre 3 du *Plan budgétaire de 2000*). Le budget de 2000 annonçait des initiatives totalisant 4,5 milliards de dollars, notamment le supplément en espèces de 2,5 milliards au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux et le versement de 0,9 milliard à la Fondation canadienne pour l'innovation, qui seront comptabilisées au cours du reste de l'exercice.

Tableau 2

## Recettes budgétaires

	février		variation (%)	d'avril à février		variation (%)
	1999	2000		1998-1999	1999-2000	
	(en millions de dollars)			(en millions de dollars)		
<b>Impôts sur le revenu</b>						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 349	5 839	-8,0	69 471	72 512	4,4
Impôt sur le revenu des sociétés	2 635	5 394	104,7	18 123	21 142	16,7
Autres	150	260	73,3	2 440	3 022	23,9
Total des recettes d'impôt sur le revenu	9 134	11 493	25,8	90 034	96 676	7,4
<b>Cotisations d'assurance-emploi</b>	2 131	2 110	-1,0	17 580	16 768	-4,6
<b>Taxes et droits d'accise</b>						
Taxe sur les produits et services	2 152	1 706	-20,7	19 522	21 448	9,9
Droits de douane à l'importation	222	164	-26,1	2 220	2 035	-8,3
Taxes de vente et d'accise	608	577	-5,1	7 775	7 465	-4,0
Total des taxes et droits d'accise	2 982	2 447	-17,9	29 517	30 948	4,8
<b>Total des recettes fiscales</b>	14 247	16 050	12,7	137 131	144 392	5,3
<b>Recettes non fiscales</b>	180	234	30,0	5 131	5 434	5,9
<b>Total des recettes budgétaires</b>	14 427	16 284	12,9	142 262	149 826	5,3

En outre, les données cumulées de l'exercice ne tiennent pas encore compte des coûts intégraux des initiatives stratégiques instaurées dans le budget de 1999 et de celles qui ont été annoncées avant le budget de 2000, lesquelles atteignent environ 1 milliard de dollars. Enfin, des rajustements seront apportés lors de la période comptable de fin d'exercice afin d'inclure le coût des produits et services reçus à la fin de 1998-1999, mais dont les paiements ne sont pas effectués avant la période d'avril-mai 2000, et les remboursements d'impôt sur le revenu des particuliers pour l'année d'imposition 1999 traités en mars 2000.

Ces rajustements, jumelés à l'évolution de la situation prévue en février et en mars 2000 et à l'inclusion de 3 milliards de dollars dans la réserve pour éventualités, sont à la base de l'estimation de budget équilibré pour 1999-2000 contenue dans le budget de février 2000.

Cependant, compte tenu de l'ampleur des recettes d'impôt des sociétés en février 2000, les résultats finals pour 1999-2000 seront meilleurs que prévu. L'éventuel excédent pour 1999-2000

sera appliqué à la réduction de la dette publique. Les résultats finals vérifiés pour 1999-2000 seront rendus publics à l'automne.

Au cours des 11 premiers mois de 1999-2000, les recettes budgétaires ont augmenté de 7,6 milliards de dollars, ou 5,3 %, d'une année sur l'autre.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 3,0 milliards de dollars, ou 4,4 %, surtout en raison de l'augmentation des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, reflétant le nombre plus élevé de personnes occupant un emploi. Ces changements ont toutefois été atténués par des remboursements plus élevés de l'impôt sur le revenu des particuliers relativement à l'année d'imposition 1998, par l'augmentation des paiements de la Prestation fiscale canadienne pour enfants, par la majoration du montant de revenu que les Canadiens peuvent toucher en franchise d'impôt et par l'abolition de la surtaxe de 3 %, traduisant les mesures annoncées dans les budgets de 1998 et de 1999.

# La revue financière

Tableau 3

## Dépenses budgétaires

	février			d'avril à février		
	1999	2000	variation	1998-1999	1999-2000	variation
	(en millions de dollars)			(en millions de dollars)		
			(%)			(%)
<b>Paiements de transfert</b>						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 924	1 969	2,3	20 829	21 355	2,5
Prestations d'assurance-emploi	1 185	1 121	-5,4	10 448	10 325	-1,2
<b>Total</b>	<b>3 109</b>	<b>3 090</b>	<b>-0,6</b>	<b>31 277</b>	<b>31 680</b>	<b>1,3</b>
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 042	0,0	11 458	11 458	0,0
Transferts fiscaux	2 396	975	-59,3	10 441	9 995	-4,3
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-187	-188	0,5	-2 054	-2 063	0,4
<b>Total</b>	<b>3 251</b>	<b>1 829</b>	<b>-43,7</b>	<b>19 845</b>	<b>19 390</b>	<b>-2,3</b>
<b>Dépenses directes de programmes</b>						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	47	195	314,9	567	765	34,9
Affaires étrangères	138	362	162,3	1 405	1 574	12,0
Santé	55	71	29,1	863	932	8,0
Développement des ressources humaines	144	103	-28,5	1 829	1 350	-26,2
Affaires indiennes et du Nord	182	218	19,8	3 349	3 488	4,2
Industrie et développement régional	224	172	-23,2	1 392	1 308	-6,0
Anciens combattants	115	119	3,5	1 255	1 276	1,7
Autres	218	279	28,0	2 087	2 611	25,1
<b>Total</b>	<b>1 123</b>	<b>1 519</b>	<b>35,3</b>	<b>12 747</b>	<b>13 304</b>	<b>4,4</b>
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	45	75	66,7	869	805	-7,4
Société canadienne d'hypothèques et de logement	135	150	11,1	1 625	1 645	1,2
Autres	102	56	-45,1	943	931	-1,3
<b>Total</b>	<b>282</b>	<b>281</b>	<b>-0,4</b>	<b>3 437</b>	<b>3 381</b>	<b>-1,6</b>
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	853	1 007	18,1	8 536	9 648	13,0
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 824	1 997	9,5	18 397	19 619	6,6
<b>Total</b>	<b>2 677</b>	<b>3 004</b>	<b>12,2</b>	<b>26 933</b>	<b>29 267</b>	<b>8,7</b>
<b>Total des dépenses directes de programmes</b>	<b>4 082</b>	<b>4 804</b>	<b>17,7</b>	<b>43 117</b>	<b>45 952</b>	<b>6,6</b>
<b>Total des dépenses de programmes</b>	<b>10 442</b>	<b>9 723</b>	<b>-6,9</b>	<b>94 239</b>	<b>97 022</b>	<b>3,0</b>
<b>Frais de la dette publique</b>	<b>3 356</b>	<b>3 481</b>	<b>3,7</b>	<b>37 951</b>	<b>37 856</b>	<b>-0,3</b>
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>13 798</b>	<b>13 204</b>	<b>-4,3</b>	<b>132 190</b>	<b>134 878</b>	<b>2,0</b>
Poste pour mémoire :						
total des transferts	7 483	6 438	-14,0	63 869	64 374	0,8

- Les rentrées d'impôt des sociétés ont grimpé de 3,0 milliards de dollars, ou 16,7 %, un pourcentage légèrement inférieur à celui de la croissance estimative des bénéficiaires des sociétés pour 1999.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont reculé de 0,8 milliard de dollars, ou 4,6 %, la réduction des taux de cotisation ayant plus que compensé l'effet de la croissance du nombre de personnes occupant un emploi et, par conséquent, versant des cotisations.
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 1,4 milliard de dollars, ou 4,8 %, hausse qui est entièrement attribuable aux recettes de TPS, qui ont progressé de 1,9 milliard de dollars, ou 9,9 %, sous l'effet des gains appréciables réalisés à l'égard des produits et services assujettis à la TPS. Les droits de douane à l'importation ont chuté de 8,3 %, tandis que les recettes provenant des taxes de vente et des taxes et des droits d'accise fléchissaient de 4,0 %, surtout en raison de l'élimination de la taxe de transport aérien en novembre 1998.
- Les recettes non fiscales, qui comprennent le rendement des investissements et les autres recettes non fiscales, comme les droits et les produits d'opérations de vente, ont augmenté de 5,9 %. Cette composante des recettes budgétaires est assez instable en raison du calendrier des sommes perçues.

Les dépenses de programmes ont progressé de 2,8 milliards de dollars, ou 3,0 %, d'avril 1999 à février 2000, comparativement à la même période l'an dernier.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,4 milliard de dollars, ou 1,3 %, étant donné que les prestations aux aînés plus élevées ont plus que compensé la diminution des prestations d'assurance-emploi. La hausse des prestations aux aînés est attribuable au nombre supérieur de personnes ayant droit à des prestations et à l'augmentation des prestations moyennes découlant de leur indexation à l'inflation. La baisse au titre des prestations

d'assurance-emploi est attribuable à une diminution du nombre de bénéficiaires, en raison d'un moins grand nombre de chômeurs. En revanche, il y a eu augmentation des prestations et des paiements spéciaux d'assurance-emploi aux termes des mesures de soutien.

- Les principaux transferts aux autres administrations ont baissé de 0,5 milliard de dollars, ou 2,3 %, sous l'effet des rajustements d'années antérieures touchant les transferts fiscaux, plus précisément au titre des paiements de péréquation. Comme il était indiqué dans le budget de 1999, les droits à la péréquation ont été majorés considérablement par suite des révisions des données historiques faisant état d'une croissance économique beaucoup plus forte en Ontario que dans les provinces bénéficiaires de la péréquation. Même si un rajustement de 1,7 milliard de dollars a été apporté dans les données de février 1999, on ne prévoit pas de rajustement de cette ampleur cette année.
- Les dépenses de programmes directes, soit le total des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont progressé de 2,8 milliards de dollars, ou 6,6 %. Cette composante regroupe les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les coûts de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, y compris au titre de la défense. Au nombre des facteurs qui influent sur l'évolution de cette composante, mentionnons le dégel des salaires, les conséquences des nouvelles initiatives annoncées dans le budget de février 1999 et les coûts associés aux engagements contractés par le Canada pour le maintien de la paix internationale.

Les frais de la dette publique ont reculé de 0,3 % par rapport aux niveaux précédents de l'exercice, la baisse du taux d'intérêt réel moyen ayant plus que compensé l'effet de la hausse de l'encours de la dette portant intérêt.

# La revue financière

Tableau 4

## Solde budgétaire et besoins ou excédent financiers

	février		d'avril à février	
	1999	2000	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
<b>Solde budgétaire (déficit ou excédent)</b>	629	3 080	10 072	14 948
<b>Prêts, placements et avances</b>				
Sociétés d'État	66	135	1 311	528
Autres	125	149	-257	85
Total	191	284	1 054	613
<b>Comptes à fins déterminées</b>				
Compte du Régime de pensions du Canada	555	413	1 240	-58
Comptes de pension de retraite	324	325	3 643	4 531
Autres	-1	81	2	-49
Total	878	819	4 885	4 424
<b>Autres opérations</b>	-399	-698	-6 498	-7 506
<b>Total des opérations non budgétaires</b>	670	405	-559	-2 469
<b>Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)</b>	1 299	3 485	9 513	12 479
<b>Opérations de change</b>	1 814	-1 176	1 368	-7 584
<b>Solde financier net</b>	3 113	2 309	10 881	4 895

Tableau 5

## Solde financier net et emprunts nets

	février		d'avril à février	
	1999	2000	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
<b>Solde financier net</b>	3 113	2 309	10 881	4 895
<b>Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts</b>				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	2 300	-600	8 272	6 349
Obligations d'épargne du Canada	-201	-187	-1 825	-961
Bons du Trésor	2 200	100	-26 300	-5 350
Autres	-279	0	108	-285
Total partiel	4 020	-687	-19 745	-247
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	558	-6	127	91
Total	4 578	-693	-19 618	-156
Payables en devises				
Obligations négociables	-2 801	-39	6 880	2 488
Billets et prêts	-	-	-	-
Bons du Canada	377	370	-409	-5 118
Billets du Canada	0	0	-1 075	-264
Total	-2 424	331	5 396	-2 894
<b>Variation nette des emprunts</b>	2 154	-362	-14 222	-3 050
<b>Variation de l'encaisse</b>	5 267	1 947	-3 341	1 845

Tableau 6

**État condensé de l'actif et du passif**

	31 mars 1999	29 février 2000	variation
	(en millions de dollars)		
<b>Passif</b>			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	24 509	19 218	-5 291
Intérêt et dette échue	9 791	6 826	-2 965
Provisions	11 016	11 016	0
Total des créditeurs, des charges à payer et des provisions	45 316	37 060	-8 256
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	122 407	126 938	4 531
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	5 427	5 368	-59
Autres régimes de retraite et autres comptes	6 724	6 674	-50
Total des régimes de retraite et autres comptes	134 558	138 980	4 422
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	295 752	302 109	6 357
Bons du Trésor	96 950	91 600	-5 350
Obligations d'épargne du Canada	27 662	26 785	-877
Autres	4 063	3 778	-285
Total partiel	424 427	424 272	-155
Payable en devises			
Obligations négociables	24 569	27 057	2 488
Bons du Canada	10 171	5 053	-5 118
Billets du Canada	1 261	997	-264
Total partiel	36 000	33 106	-2 894
Total de la dette non échue	460 427	457 378	-3 049
Total de la dette portant intérêt	594 985	596 358	1 373
Total du passif	640 301	633 418	-6 883
<b>Actif</b>			
Encaisse et débiteurs	15 273	16 368	1 095
Comptes d'opérations de change	34 668	42 251	7 583
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	13 536	12 923	-613
Total de l'actif	63 477	71 542	8 065
<b>Déficit accumulé (dette publique nette)</b>	576 824	561 876	-14 948

## **Données cumulées de l'exercice : excédent financier de 12,5 milliards de dollars (opérations de change exclues)**

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les passifs du gouvernement sont comptabilisés à mesure qu'ils sont engagés, peu importe le moment où s'effectue le paiement au comptant. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les besoins et l'excédent financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire, car ils comprennent des opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. La conversion de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflétée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à un besoin net s'établissant à 2,5 milliards de dollars au cours des 11 premiers mois de 1999-2000, en hausse par rapport à un besoin net de 0,6 milliard dans la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable au versement à un tiers fiduciaire du supplément en espèces de 3,5 milliards de dollars au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux, tel qu'il avait été annoncé dans le budget de 1999. Cela a permis de dégager un excédent financier (excluant les opérations de change) de 12,5 milliards de dollars au cours de la période d'avril 1999 à février 2000, soit une hausse de 3,0 milliards par rapport à l'excédent financier enregistré à la période correspondante de l'an dernier.

## **Données cumulées de l'exercice : excédent financier net de 4,9 milliards de dollars (y compris les opérations de change)**

Les opérations de change représentent toutes les opérations liées aux réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce dernier a pour objectif de maintenir l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (en vendant des dollars canadiens) lorsque la valeur du dollar canadien est touchée par des pressions à la hausse et vend des devises (en achetant des dollars canadiens) lorsque la valeur du dollar canadien subit des pressions à la baisse. L'achat de dollars canadiens constitue des ressources provenant des opérations du Compte du fonds des changes, tandis que la vente de dollars canadiens représente des besoins. L'évolution des passifs en devises, qui servent à modifier le niveau des réserves en devises du Canada, influe aussi sur les opérations de change. En tenant compte de tous ces facteurs, les besoins financiers nets ont été de 7,6 milliards de dollars pour la période d'avril 1999 à février 2000, par rapport à des ressources nettes de 1,4 milliard au cours de la période correspondante en 1998-1999.

Avec un excédent budgétaire de 14,9 milliards de dollars, des besoins nets de 2,5 milliards découlant des opérations non budgétaires et des besoins nets de 7,6 milliards découlant des opérations de change, le solde financier net affichait un excédent de 4,9 milliards pour la période d'avril 1999 à février 2000, comparativement à 10,9 milliards au cours de la période correspondante en 1998-1999. Cet excédent financier net a servi à rembourser une tranche de 3,1 milliards de dollars de la dette contractée sur le marché et à augmenter l'encaisse de 1,8 milliard. À la fin de février 2000, l'encaisse s'établissait à 11,2 milliards de dollars.

